



# Infomat

N° 11-002-XIF au catalogue (English 11-002-XIE) ISSN 1209-0875

## Revue hebdomadaire

Le vendredi 2 août 2002

### VOIR AUSSI

#### ◆ Les investisseurs étrangers visent les obligations

En mai, les investisseurs étrangers ont accru leurs avoirs canadiens et pour la première fois cette année, ils ont acheté des actions.

#### ◆ L'utilisation d'Internet à domicile continue de croître

L'utilisation d'Internet à domicile a fortement progressé en 2001, mais la croissance accuse une baisse. Un peu moins de la moitié des 12 millions de ménages comptaient au moins un internaute.

#### ◆ Les recettes tirées des jeux de hasard montent en flèche

Les recettes nettes tirées des loteries, des appareils de loterie vidéo et des casinos gérés par l'État se sont chiffrées à plus de 10,7 milliards de dollars en 2001, ce qui représente quatre fois plus qu'en 1992.

#### ◆ Le taux de criminalité augmente pour la première fois en 10 ans

Le taux national de criminalité a augmenté en 2001, en raison d'un bond marqué des vols d'automobiles, de la hausse des délits liés à la conduite en état d'ébriété et des accusations en matière de drogue.

### Timide relance de l'investissement commercial

**E**n remplacement de l'entreprise privée, ce sont les administrations publiques et les acheteurs de maisons qui sont à l'origine des intentions d'investissement.

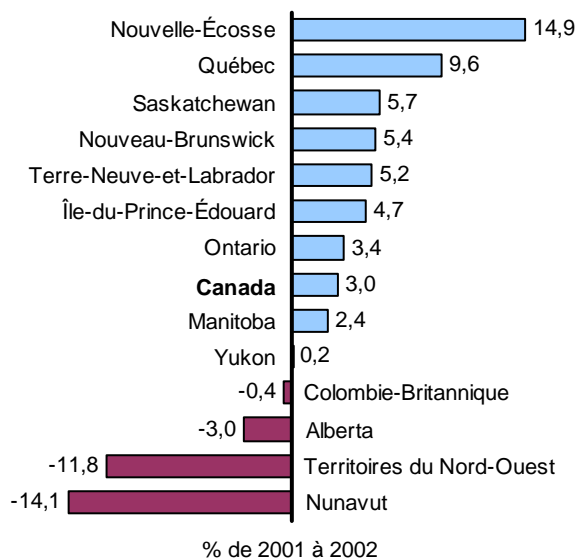
Selon les chiffres révisés sur les perspectives d'investissements publics et privés, les dépenses d'investissement en installations, équipement et logement au Canada devraient dépasser le cap des 200 milliards de dollars en 2002, ce qui constitue une forte hausse par rapport à la prévision d'environ 194,0 milliards de dollars soumise en février.

Les investissements devraient atteindre 201,7 milliards de dollars en 2002, ce qui représente une hausse de 3,0 % par rapport à 2001, contrairement au recul de 1,0 % sur les perspectives envisagées dans *Le Quotidien* du 27 février.

L'investissement lié au secteur de l'habitation devrait croître de 11,9 % pour atteindre 48,2 milliards de dollars, à la suite des progressions observées dans deux composantes majeures — les logements neufs et les rénovations.

(suite à la page 2)

#### Dépenses en capital prévues



Statistique  
Canada

Statistics  
Canada

Canada

### Timide relance de... (suite de la page 1)

Les entreprises, les administrations publiques et les établissements devraient investir 153,5 milliards de dollars en installations et en équipement, par rapport aux 150,4 milliards de dollars annoncés en février, il s'agirait d'un gain de seulement 0,4 %. Toutefois, la relance de l'investissement commercial demeure bien timide, puisque la révision à la hausse — 3,1 milliards de dollars — tient surtout aux administrations et aux services publics.

Les dépenses d'investissement des municipalités en 2002 devraient atteindre 10,7 milliards de dollars, en hausse de 26,5 % par rapport à 2001. Les dépenses de construction en infrastructure polarisent l'augmentation.

Conjuguées à celles de tous les autres ordres de gouvernement, les dépenses des ministères devraient atteindre 20,7 milliards de dollars, en hausse de 20,5 %.

Il semble qu'en 2002, les dépenses d'investissement des administrations publiques, exception faite de la santé et de l'éducation, dépasseront celles de la fabrication pour la première fois. Cependant, la récente maximisation des bénéfices d'exploitation et de la capacité de production pourrait inverser la tendance.

Les dépenses accrues du secteur des services publics pourraient atteindre 11,1 milliards de dollars, en hausse de 22,2 %. La croissance, à hauteur de 26,2 %, du secteur de l'énergie électrique tient surtout à des projets hydroélectriques au Québec et en Ontario.

On s'attend à ce que l'investissement lié à l'extraction classique de pétrole et de gaz recule de 3,2 milliards de dollars. Le repli correspond à une diminution du nombre de forages et de puits achevés en 2002, ainsi qu'aux faibles prix du pétrole et du gaz naturel.

Selon les prévisions, les investissements axés sur la technologie de l'information et les communications seront de 14,7 milliards de dollars cette année, en baisse de 9,0 %. On s'attend à une diminution de 16,4 % dans le secteur manufacturier, là où la baisse de la demande se reflète dans le repli des livraisons et dans la faible utilisation de la capacité.

La plupart des régions s'attendent toujours à des augmentations des investissements, en grande partie en raison de la poussée exceptionnelle du marché de l'habitation. Deux régions devraient devancer toutes les autres pour ce qui est de la croissance de leurs investissements. On prévoit une domination de la Nouvelle-Écosse, soit une hausse de 14,9 %, tandis que les dépenses en capital au Québec devraient croître de 9,6 %.

*Investissements privés et publics au Canada, perspective révisée 2002 (Internet : 61-206-XIB, 33 \$) vient de paraître. Pour plus de renseignements, communiquez avec Gilbert Paquette au (613) 951-9818 (courriel : gilbert@statcan.ca), Division de l'investissement et du stock de capital.*

## Les investisseurs étrangers visent les obligations

**E**n mai, les investisseurs étrangers ont accru leurs avoirs canadiens et pour la première fois cette année, ils ont acheté des actions.

Les investisseurs ont haussé leurs avoirs en valeurs mobilières canadiennes de 1,9 milliards de dollars, principalement dans des placements accrus d'obligations.

Parallèlement, les investisseurs canadiens ont ralenti leurs acquisitions de valeurs mobilières étrangères, après trois mois d'achats intenses.

Les investisseurs étrangers ont enrichi leur avoir d'obligations canadiennes de 1,3 milliard de dollars, portant ainsi le total de leurs investissements — pour les cinq premiers mois de 2002 — à 7,5 milliards de dollars contre environ 15 milliards de dollars en 2001, au moment où les émissions d'obligations des sociétés étrangères étaient deux fois supérieures à celles enregistrées cette année.

De janvier à mai, les investisseurs étrangers ont augmenté leurs placements en obligations de sociétés canadiennes de 10,7 milliards de dollars. Cependant, ils ont réduit leur portefeuille d'obligations d'État et d'entreprises publiques de 3,2 milliards de dollars.

Depuis le début de l'année, les investisseurs américains ont constitué les principaux acheteurs d'obligations canadiennes, lesquels ont relevé leurs placements de 12,3 milliards de dollars.

Les investissements combinés des Asiatiques et des Européens ont chuté de 4,8 milliards de dollars.

Pour la première fois en 2002, les investisseurs étrangers ont accru leur avoir d'actions canadiennes, bien qu'il ne s'agisse d'une modeste somme de 0,5 milliard de dollars. En mai, les Américains ont dominé le marché en augmentant leur capital de 1,1 milliard de dollars, tandis que les Européens ont diminué le leur de 0,5 milliard de dollars.

Les investisseurs canadiens ont ralenti le rythme de leurs acquisitions d'actions étrangères en mai, pour les fixer à seulement 0,6 milliard de dollars. Ce résultat tranche par rapport aux 10,5 milliards de dollars que les investisseurs résidents avaient consacré pour l'achat d'actions étrangères au cours des mois de février, mars et avril.

Les placements de 11,6 milliards de dollars effectués de janvier à mai 2002 ont été répartis comme suit : les deux tiers en actions américaines et le tiers en actions outre-mer. Bien que les investissements liés aux obligations étrangères aient été négligeables en mai, les 4,2 milliards de dollars investis depuis le début de l'année tiennent surtout aux obligations du Trésor américain.

*Le numéro de mai 2002 de la publication Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières (Internet : 67-002-XIB, 14 \$ / 132 \$; papier : 67-002-XPB, 18 \$ / 176 \$) vient de paraître. Pour plus de renseignements, communiquez avec Robert Théberge au (613) 951-1860, Division de la balance des paiements.*

## L'utilisation d'Internet à domicile continue de croître

L'utilisation d'Internet à domicile a fortement progressé en 2001, mais la croissance accuse une baisse, selon l'Enquête sur l'utilisation d'Internet à la maison.

Plus de 5,8 millions sur 12 millions de ménages comptaient au moins un membre utilisant régulièrement Internet à domicile, en hausse de 1,1 million (+23 %) par rapport à 2000. Cela correspond à un fléchissement par rapport au bond de 1,4 million observé en 1999.

Plus de la moitié des ménages, qui se servent régulièrement d'Internet à domicile, l'ont exploité comme source d'information en consultant des sites sur l'actualité ou sur les gouvernements. Trois ménages sur cinq ont recours à Internet comme source de renseignements dans le domaine de la médecine ou de la santé.

La moitié des internautes à domicile comptaient un proche qui s'employait à des jeux. Parmi les ménages, 3 sur 5 ont dit consacrer 20 heures et plus par mois à naviguer sur Internet. Le nombre de ménages qui se servaient d'Internet 20 heures et plus par mois s'est accru d'environ 723 000 (+25 %).

Environ la moitié des internautes à domicile comptaient au moins un membre du ménage en 2001, qui utilisait le réseau comme

outil scolaire ou de formation. La majeure partie d'entre eux s'en servaient pour faire de la recherche aux fins de projets ou de travaux, ou encore, pour trouver la solution à des questions scolaires.

Environ un quart des ménages comptant des internautes ont dit qu'au moins un membre en avait fait usage pour son travail, ce qui constituait près de 1,5 million de ménages, en hausse par rapport à un peu plus d'un million en 2000. Près d'un cinquième des utilisateurs réguliers à domicile en 2001 étaient des employés qui profitaient d'Internet pour télétravailler.

Le Québec et l'Île-du-Prince-Édouard enregistraient les taux de croissance les plus élevés en ce qui touche l'accès régulier à domicile. Cependant, pour la cinquième année d'affilée, la Colombie-Britannique affichait la plus forte proportion de ménages accédant régulièrement à Internet.

*Des tableaux de données additionnelles liées à cet article sont accessibles sur le site de Statistique Canada ([www.statcan.ca](http://www.statcan.ca)). À la page Le Canada en statistiques, choisissez Culture, loisirs et voyages, puis Internet. Pour plus de renseignements, communiquez avec Marc Nadeau au (613) 951-2183 (courriel : [marc.nadeau@statcan.ca](mailto:marc.nadeau@statcan.ca)), Division des sciences, de l'innovation et de l'information électronique.*

## Les recettes tirées des jeux de hasard montent en flèche

Les recettes nettes tirées des loteries, des appareils de loterie vidéo (ALV) et des casinos gérés par l'État se sont chiffrées à plus de 10,7 milliards de dollars en 2001, ce qui représente quatre fois plus qu'en 1992, selon de nouvelles données.

De ces 10,7 milliards de dollars découlant des jeux de hasard gérés par l'État, environ 6,0 milliards de dollars constituaient des profits, soit trois fois et demie plus élevés que ceux que les gouvernements en ont tirés en 1992 (1,7 milliard de dollars).

Dans ce total, les opérations menées par les Premières nations, telles que les casinos et les bingos ne sont pas pris en compte, tout comme celles des casinos caritatifs et des opérations de jeu illicites qui sont accessibles sur Internet.

En moyenne, chaque personne de 18 ans et plus au Canada a dépensé 424 \$ en jeux de hasard en 2000, comparativement à 130 \$ en 1992. Les moyennes allaient de 106 \$ par personne dans les trois territoires à 536 \$ au Manitoba.

En 2000, les loteries représentaient 30 % des recettes nettes tirées des jeux de hasard non caritatifs, tandis que les casinos, les ALV et les machines à sous hors casinos formaient respectivement 32 %, 25 % et 13 % de celles-ci.

Les hommes vivant seuls ont dépensé en moyenne 1 120 \$ dans les jeux de hasard, soit un montant plus de deux fois supérieur à celui des femmes vivant seules (450 \$).

Le nombre d'emplois dans le secteur des jeux de hasard est passé de 12 000 en 1992 à 41 000 en 2001. Les femmes

### Recettes et bénéfices tirés des jeux de hasard

	Recettes		Bénéfices		Proportion des recettes globales*	
	1992	2000	1992	2000	1992	2000
	millions de dollars (courants)				%	
<b>Canada</b>	<b>2 734</b>	<b>10 019</b>	<b>1 680</b>	<b>5 553</b>	<b>1,9</b>	<b>5,2</b>
Terre-Neuve-et-Labrador	80	166	42	93	2,3	4,0
Île-du-Prince-Édouard	20	28	7	16	2,7	3,0
Nouvelle-Écosse	125	319	72	153	2,8	5,6
Nouveau-Brunswick	117	176	49	88	2,7	3,4
Québec	693	2 584	472	1 376	1,8	5,0
Ontario	853	3 117	529	1 836	1,9	4,8
Manitoba	153	459	105	228	2,5	5,5
Saskatchewan	62	319	39	263	1,1	4,4
Alberta	225	1 182	125	954	1,6	6,3
Colombie-Britannique	403	918	239	539	2,2	3,6
Yukon, Territoires du Nord-Ouest et Nunavut	5	7	1	7	0,3	0,3

\* Le calcul de la proportion se base sur les recettes tirées des jeux de hasard et sur l'ensemble des recettes provinciales.

constituaient 55 % de la main-d'œuvre des jeux de hasard, par rapport à 46 % dans les autres secteurs.

*La « Fiche : jeux de hasard » est accessible gratuitement sur le site de Statistique Canada ([www.statcan.ca](http://www.statcan.ca)). À la page Nos produits et services, choisissez En profondeur, sélectionnez L'emploi et le revenu en perspective, puis Perspective : L'édition en ligne. Pour plus de renseignements, communiquez avec Henry Pold au (613) 951-4608 (courriel : [perspective@statcan.ca](mailto:perspective@statcan.ca)), Division de l'analyse des enquêtes auprès des ménages et sur le travail.*

## Le taux de criminalité augmente pour la première fois en 10 ans

Le taux national de criminalité a augmenté en 2001 pour la première fois depuis 10 ans, en raison d'un bond marqué des vols d'automobiles, de la hausse des délits liés à la conduite en état d'ébriété et des accusations en matière de drogue.

La police a signalé 55 000 incidents de nature criminelle de plus qu'en 2000, ce qui représente une augmentation de 1 % du taux global des infractions au *Code criminel*. Sur les 2,4 millions d'incidents, exception faite des infractions aux règlements de la circulation, 13 % constituaient des crimes avec violence, 52 %, des infractions contre les biens, et le reste (35 %), d'autres infractions comme les méfaits, troubler la paix, la prostitution et les incendies criminels.

La police a déclaré environ 309 000 crimes avec violence en 2001, soit 7 000 de plus qu'en 2000, ce qui constitue une hausse de 1 % du taux de crimes avec violence. Il s'agit de la deuxième progression consécutive observée après sept ans de recul. Le taux de crimes avec violence de 2001 était de 6 % inférieur au taux affiché il y a 10 ans, mais 52 % plus élevé qu'il y a 20 ans.

La police a signalé 554 homicides, soit huit de plus qu'en 2000. En dépit de cette légère augmentation, le taux est demeuré stable pour une troisième année d'affilée, s'établissant à 1,8 homicide pour 100 000 habitants.

Le taux global d'agressions sexuelles s'est légèrement accru (+0,7 %) à la suite d'une augmentation de 8 % au Québec. En revanche, par rapport à l'ensemble des provinces, le Québec a encore affiché le taux le plus faible. Les catégories plus graves d'agressions sexuelles ont subi une baisse et le taux de harcèlement criminel s'est replié de 5 %. Toutefois, il avait bondi de 45 % entre 1996 et 2000.

Le taux de vols qualifiés est demeuré relativement stable en 2001. Les vols qualifiés impliquant des armes à feu ont suivi une tendance à la baisse dans la dernière décennie, dont un recul de 12 % en 2001. En outre, 1 vol qualifié sur 7 était perpétré au moyen d'une arme à feu.

Chaque année, les voies de fait simples constituent près des deux tiers de tous les crimes avec violence. En 2001, elles ont progressé de 1 % et contribué à la hausse du taux global.

Le taux d'infraction contre les biens a fléchi de 1 % en 2001, soit le plus faible en près de 30 ans. Un recul de 5 % des introductions par effraction a soutenu la baisse générale.

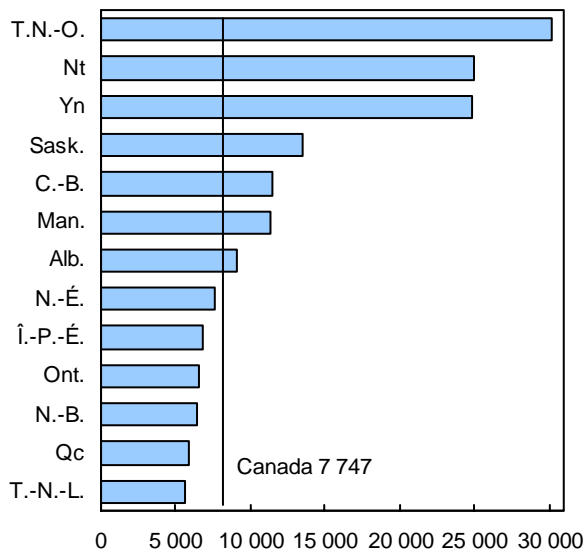
Le taux d'infractions liées à la conduite avec facultés affaiblies a grimpé pour la première fois en moins de 20 ans; toutefois, cette hausse pourrait être attribuable à des modifications apportées au signalement. Dans les années 1990, la police avait tendance à émettre des contraventions pour infraction au Code de la route plutôt qu'à porter des accusations contre des conducteurs dont le

### Note aux lecteurs

Les données se rapportant aux incidents signalés par la police sont saisies et transmises au Centre de la statistique juridique dans le cadre du Programme de déclaration uniforme de la criminalité (DUC), selon un profil commun de catégories et de définitions approuvées à l'échelon national.

### Taux de criminalité

Pour 100 000 habitants, 2001



taux d'alcool était légèrement supérieur à la limite légale. Ce type d'infraction n'était pas signalé au programme de déclaration uniforme de la criminalité (DUC), à moins que le conducteur n'ait fait l'objet d'une accusation formelle par la police. Depuis 2001, la Gendarmerie royale du Canada les déclare au programme de DUC comme de véritables délits de conduite avec facultés affaiblies.

Les infractions en matière de drogues, la plupart étant liées au cannabis, ont crû de 3 %, se chiffrant à près de 92 000; plus des deux tiers relevaient de la possession simple de cannabis. En revanche, les taux liés à l'héroïne et à la cocaïne ont décliné, tandis que celui des autres drogues, comme l'ecstasy, a progressé de 3 %.

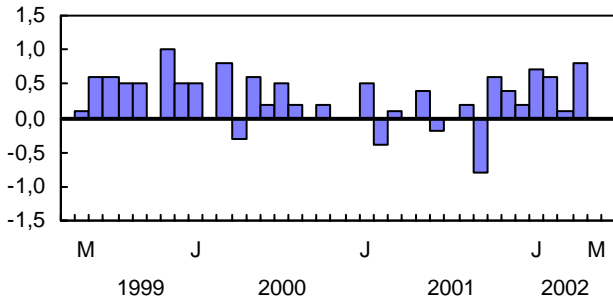
Le Manitoba, la Saskatchewan et l'Alberta ont enregistré les plus fortes augmentations du taux de criminalité, lequel a toutefois fléchi au Québec, à Terre-Neuve-et-Labrador et au Nouveau-Brunswick.

**Le Juristat : statistiques de la criminalité au Canada, 2001** (Internet : 85-002-XIF, 8 \$ / 70 \$; papier : 85-002-XPF, 10 \$ / 93 \$) vient de paraître. Pour plus de renseignements, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-9023 ou composez sans frais le 1 800 387-2231, Centre canadien de la statistique

# Tendances actuelles

**Produit intérieur brut**

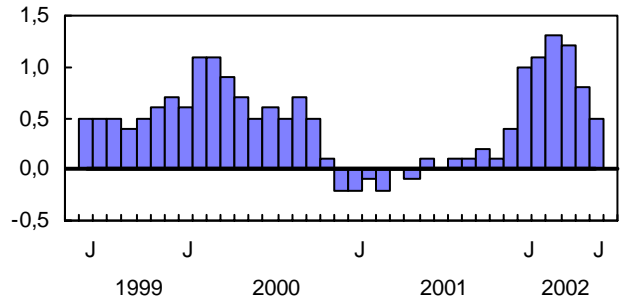
Variation mensuelle en %



L'activité économique globale est demeurée stable en mai, après avoir augmenté de 0,8 % en avril.

**Indice composite**

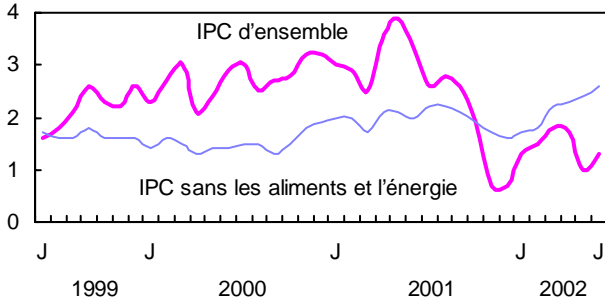
Variation mensuelle en %



L'indicateur anticipé s'est accru de 0,5 % en juin grâce à plusieurs sources de progression, dont la fabrication qui a pris la tête.

**Indice des prix à la consommation**

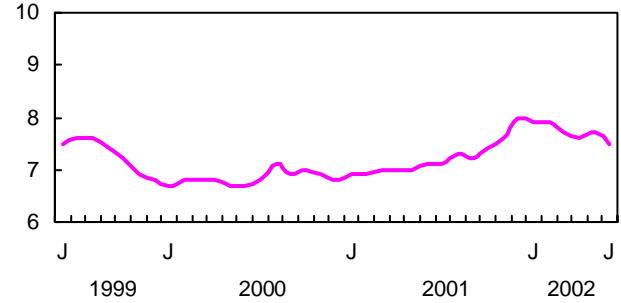
Variation annuelle en %



En juin, les prix à la consommation de biens et de services étaient supérieurs de 1,3 % à ceux d'il y a un an. Sans les aliments et l'énergie, les prix ont augmenté de 2,6 %.

**Taux de chômage**

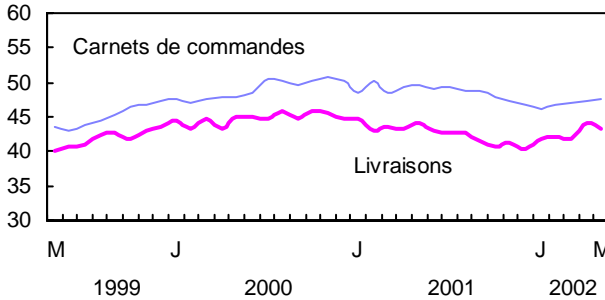
%



En juin, le taux de chômage a fléchi de 0,2 point de pourcentage pour s'établir à 7,5 %.

**Fabrication**

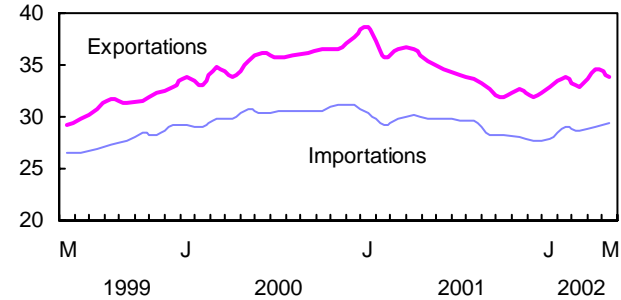
Milliards de dollars



Les livraisons des fabricants ont diminué de 1,4 % en mai pour atteindre 43,4 milliards de dollars. Les carnets de commandes ont progressé de 0,8 % pour se fixer à 47,7 milliards de dollars.

**Commerce des marchandises**

Milliards de dollars



En mai, les exportations ont reculé de 1,9 % pour se fixer à 33,9 milliards de dollars. Les importations ont augmenté de 1,2 % pour se fixer à 29,4 milliards de dollars.

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception de l'Indice des prix à la consommation.

## Dernières statistiques

	Période	Niveau	Variation (période précédente)	Variation (année précédente)
<b>GÉNÉRAL</b>				
Produit intérieur brut (milliards de dollars de 1997) <sup>1</sup>	mai*	966,7	0,0 %	2,6 %
Indice composite (1992 = 100)	juin	177,3	0,5 %	6,7 %
Bénéfices d'exploitation des sociétés (milliards de dollars)	1 <sup>er</sup> trim. de 2002	34,7	9,0 %	-16,3 %
Taux d'utilisation de la capacité industrielle (%) <sup>2</sup>	1 <sup>er</sup> trim. de 2002	81,7	1,3 †	-2,3 †
<b>DEMANDE INTÉRIEURE</b>				
Ventes au détail (milliards de dollars)	mai	25,1	-1,3 %	3,8 %
Ventes de véhicules automobiles neufs (milliers d'unités)	mai	145,8	2,2 %	10,8 %
Ventes en gros (milliards de dollars)	mai	34,5	-1,2 %	4,2 %
<b>EMPLOI</b>				
Personnes occupées (millions)	juin	15,4	0,4 %	2,1 %
Taux de chômage (%)	juin	7,5	-0,2 †	0,4 †
Taux d'activité (%)	juin	66,8	0,1 †	0,9 †
Rémunération hebdomadaire moyenne (dollars)	mai*	677,03	0,30 %	2,38 %
Indice de l'offre d'emploi (1996 = 100)	juin	127,6	0,6 %	-16,8 %
Prestataires ordinaires d'assurance-emploi (en milliers)	mai	554,2	4,2 %	9,9 %
<b>COMMERCE INTERNATIONAL</b>				
Exportations de marchandises (milliards de dollars)	mai	33,9	-1,9 %	-4,2 %
Importations de marchandises (milliards de dollars)	mai	29,4	1,2 %	-1,5 %
Balance commerciale (tous les chiffres sont en milliards de dollars)	mai	4,5	-1,0	-1,1
<b>FABRICATION</b>				
Livraisons (milliards de dollars)	mai	43,4	-1,4 %	-2,0 %
Nouvelles commandes (milliards de dollars)	mai	43,8	-1,1 %	-1,7 %
Commandes en carnet (milliards de dollars)	mai	47,7	0,8 %	-3,8 %
Ratio des stocks aux livraisons	mai	1,43	0,02	-0,05
<b>PRIX</b>				
Indice des prix à la consommation (1992 = 100)	juin	119,0	0,3 %	1,3 %
Indice des prix des produits industriels (1997 = 100)	juin*	106,7	-0,2 %	-1,2 %
Indice des prix des matières brutes (1997 = 100)	juin*	111,6	-1,8 %	-4,0 %
Indice des prix des logements neufs (1992 = 100)	mai	110,1	0,6 %	4,2 %

*Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception des indices de prix.*

\* Nouveau cette semaine.

† Points de pourcentage.

1. 1997 remplace 1992 comme année de base pour l'estimation du produit intérieur brut par industrie. En outre, l'évaluation au coût des facteurs a été remplacée par une évaluation au prix de base.
2. Le calcul du taux d'utilisation de la capacité de production est maintenant basé sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) de 1997, qui remplace la Classification type des industries de 1980.

# Infomat

## Revue hebdomadaire

Rédactrice en chef : Marlène Hein, (613) 951-1119, marlene.hein@statcan.ca.  
 Chef intérimaire de la Diffusion officielle : Tim Prichard, (613) 951-1197,  
 tim.prichard@statcan.ca.

Publié par la Sous-section de la diffusion officielle, Division des communications,  
 Statistique Canada, immeuble R.-H.-Coats, 10<sup>e</sup> étage, Ottawa (Ontario),  
 K1A 0T6.

Prix au numéro : version imprimée, 4 \$; version sur Internet, 3 \$. Abonnement  
 annuel : version imprimée, 145 \$; version sur Internet, 109 \$. Les prix sont  
 exprimés en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de  
 livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Abonnements : Envoyez un mandat postal ou un chèque à l'ordre du  
 Receveur général du Canada, Statistique Canada, Gestion de la circulation,  
 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6, ou commandez par téléphone :  
 au Canada et à l'extérieur du Canada, composez le (613) 951-7277 ou le  
 1 800 700-1033. Il est également possible d'envoyer un courriel à l'adresse  
 order@statcan.ca.

La diffusion (officielle) de toute information statistique produite par Statistique Canada se fait d'abord dans *Le Quotidien* ([www.statcan.ca](http://www.statcan.ca)), qui est disponible dès 8 h 30. *Le Quotidien* présente les faits saillants de nouvelles diffusions de données, de même que les sources, les liens et le nom de personnes-ressources avec qui communiquer pour obtenir de l'information supplémentaire. Il comprend également les calendriers des principaux communiqués à venir et annonce les nouveaux produits et services de Statistique Canada.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada.  
 © Ministre de l'Industrie, 2002. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa (Ontario), Canada, K1A 0T6.

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'« American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for Printed Library Materials », ANSI Z39.48 – 1984.



## Produits diffusés du 25 au 31 juillet 2002

DOMAINE / Titre du produit	Période	Numéro au catalogue	Prix (\$) (Numéro / Abonnement)
<b>AGRICULTURE</b>			
Indice des prix des produits agricoles	mai 2002	21-007-XIB	gratuit
Stocks de viandes congelées et réfrigérées	juillet 2002	23-009-XIF	gratuit
<b>BALANCE DES PAIEMENTS ET FLUX FINANCIERS</b>			
Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières	mai 2002	67-002-XIB	14/132
Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières	mai 2002	67-002-XPB	18/176
<b>COMPTES DES REVENUS ET DES DÉPENSES</b>			
Comptes nationaux des revenus et dépenses, estimations trimestrielles	1 <sup>er</sup> trim. de 2002	13-001-XPB	44/145
<b>ÉTUDES ANALYTIQUES</b>			
La série sur le milieu de travail en évolution : Le « qui, quoi, quand et où » des écarts salariaux entre les hommes et les femmes	juin 2002	71-584-MPF	15
<b>FABRICATION, CONSTRUCTION ET ÉNERGIE</b>			
Approvisionnement et disposition du pétrole brut et du gaz naturel	février 2002	26-006-XPB	19/186
Production et disposition des produits du tabac	juin 2002	32-022-XIB	5/47
Scieries et ateliers de rabotage	mai 2002	35-003-XIB	9/86
Statistiques de bois à pâte et de déchets de bois	mai 2002	25-001-XIB	6/55
<b>GÉOGRAPHIE</b>			
Fichier de conversion des codes postaux	mai 2002	92F0027XDB	9 000
Fichier des codes postaux par circonscription électorale fédérale	mai 2002	92F0028XDB	2 900
<b>INDUSTRIES DE SERVICE</b>			
Statistiques des restaurants, traiteurs et tavernes	mai 2002	63-011-XIF	6/55
<b>INSTITUTIONS PUBLIQUES</b>			
Le contrôle et la vente des boissons alcoolisées au Canada	2001	63-202-XIB	29
<b>INVESTISSEMENT ET STOCK DE CAPITAL</b>			
Investissements privés et publics au Canada, perspectives révisées	2002	61-206-XIB	33
<b>PRIX</b>			
Indices des prix de l'industrie	mai 2002	62-011-XPB	22/217
<b>STATISTIQUES SUR LA SANTÉ</b>			
Rapports sur la santé, vol. 13, n <sup>o</sup> 4		82-003-XIF	15/44
Rapports sur la santé, vol. 13, n <sup>o</sup> 4		82-003-XPB	20/58

Les numéros au catalogue se terminant par -XIB ou -XIF représentent la version électronique sur Internet; -XMB ou -XMF, la version microfiche; -XPB ou -XPB, la version imprimée; -XDB, la version électronique sur disquette; et -XCB, celle sur CD-ROM. (La lettre B indique que le produit est bilingue et la lettre F signifie que le produit est en français.)

**Note :** Les prix des produits sont exprimés en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

## Pour commander les produits et services

**Pour commander Infomat ou l'un ou l'autre des produits précités :**

Ayez en main • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de carte VISA ou MasterCard.

Au Canada et à l'extérieur du Canada, composez : **(613) 951-7277** ou **1 800 267-6677**

Pour envoyer votre commande par télécopieur : **(613) 951-1584** ou **1 877 287-4369**

Courrier électronique : **order@statcan.ca**

**Pour commander sur Internet :** Allez sur le site de Statistique Canada à l'adresse [www.statcan.ca](http://www.statcan.ca) sous la rubrique « Nos produits et services ».

**Pour commander par la poste, écrivez à :** Gestion de la circulation, Statistique Canada, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du Receveur général du Canada / Publications.

**Les centres de consultation régionaux de Statistique Canada offrent toute une gamme de produits et services.**

Pour trouver le centre le plus près, consultez les pages bleues de l'annuaire téléphonique sous « Statistique Canada ».

**Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.**

**Changement d'adresse :** Ayez en main votre numéro de compte et composez l'un des numéros ci-dessus.

**Visitez Statistique Canada sur Internet en tout temps à l'adresse [www.statcan.ca](http://www.statcan.ca).** La base de données CANSIM est accessible sous la rubrique « Nos produits et services ». Il est également possible de consulter divers tableaux sous la rubrique « Le Canada en statistiques ».

<b>Calendrier des principaux communiqués : août 2002</b>				
<b>Lundi</b>	<b>Mardi</b>	<b>Mercredi</b>	<b>Jeudi</b>	<b>Vendredi</b>
			<b>1</b> Le contexte socioéconomique régional et la santé, 2000-2001	<b>2</b> Perspectives du monde des affaires : industries manufacturières, juillet 2002
<b>5</b>	<b>6</b>	<b>7</b> Permis de bâtir, juin 2002	<b>8</b> Indice de l'offre d'emploi, juillet 2002	<b>9</b> Enquête sur la population active, juillet 2002
<b>12</b> Indice des prix des logements neufs, juin 2002	<b>13</b>	<b>14</b> Ventes de véhicules automobiles neufs, juin 2002	<b>15</b>	<b>16</b> Indice composite, juillet 2002
<b>19</b> Enquête mensuelle sur les industries manufacturières, juin 2002 Voyages entre le Canada et les autres pays, juin 2002	<b>20</b> Commerce international de marchandises du Canada, juin 2002 Commerce de gros, juin 2002	<b>21</b> Indice des prix à la consommation, juillet 2002	<b>22</b> Commerce de détail, juin 2002 Écarts régionaux dans les besoins non satisfaits de soins de santé autodéclarés, 2000-2001	<b>23</b> Estimations de la production des principales grandes cultures, 31 juillet 2002 Commerce du bétail, 1 <sup>er</sup> juillet 2002
<b>26</b> Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières, juin 2002 Recettes monétaires agricoles, 2 <sup>e</sup> trim. de 2002	<b>27</b> Assurance-emploi, juin 2002 La santé des autochtones hors-réserve, 2000-2001	<b>28</b> Emploi, rémunération et heures de travail, juin 2002 Caractéristiques des voyageurs internationaux, 1 <sup>er</sup> trim. de 2002 Compte des voyages internationaux, 2 <sup>e</sup> trim. de 2002	<b>29</b> Indices des prix des produits industriels et des matières brutes, juillet 2002 Statistiques financières trimestrielles des entreprises, 2 <sup>e</sup> trim. de 2002	<b>30</b> Produit intérieur brut par industrie, juin 2002 Comptes économiques et financiers nationaux, 2 <sup>e</sup> trim. de 2002 Balance des paiements internationaux, 2 <sup>e</sup> trim. de 2002